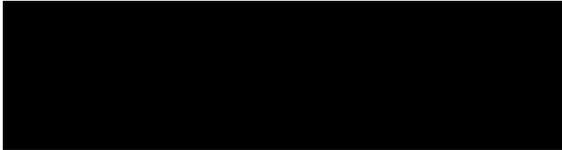




PAR COURRIEL

Québec, le 12 avril 2023



Numéro de dossier : 2303026-497

Maître,

La présente a pour objet le suivi de votre demande d'accès reçue en date du 28 mars 2023 visant à obtenir copie de tout document concernant l'immeuble situé au 7940-7942, rue Le Trait Carré Ouest, Québec, Québec, G1H 4P4. Vous désirez également savoir si l'immeuble est affecté par des dispositions de la Loi sur le patrimoine culturel.

Nous avons procédé à l'examen de votre demande. Vous trouverez jointes à la présente lettre des copies des documents visés que nous détenons et qui peuvent vous être communiqués.

L'immeuble visé par votre demande est situé dans le site patrimonial de Charlesbourg. De plus, il est situé entièrement dans les limites du site archéologique CfEt-7, connu sous le nom du Trait-Carré de Charlesbourg. Cependant, aucun rapport archéologique n'affecte l'immeuble spécifiquement. Les dispositions de la Loi sur le patrimoine culturel doivent être respectées puisque l'immeuble est dans un site patrimonial et dans un site archéologique.

Toutefois, conformément à l'article 14 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1), ci-après Loi sur l'accès, certains documents ou certaines parties de documents ne vous sont pas communiqués parce qu'ils contiennent des renseignements qui sont visés par certaines restrictions prévues à la Loi sur l'accès. Nous nous appuyons pour ce faire sur les articles suivants :

... 2

- L'article 9 qui précise que toute personne qui en fait la demande a droit d'accès aux documents d'un organisme public, mais que ce droit ne s'étend pas aux notes personnelles inscrites sur un document, ni aux esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature.
- L'article 24 qui précise qu'un organisme public ne peut communiquer un renseignement fourni par un tiers lorsque sa divulgation risquerait vraisemblablement d'entraver une négociation en vue de la conclusion d'un contrat, de causer la perte à ce tiers, de procurer un avantage appréciable à une autre personne ou de nuire de façon substantielle à la compétitivité de ce tiers, sans son consentement.
- L'article 48 qui précise que lorsqu'il est saisi d'une demande qui, à son avis, relève davantage de la compétence d'un autre organisme public ou qui est relative à un document produit par un autre organisme public ou pour son compte, le responsable doit indiquer au requérant le nom de l'organisme compétent et celui du responsable de l'accès aux documents de cet organisme.

À cet effet, nous vous invitons à formuler une demande auprès du responsable d'accès de la Ville de Québec aux coordonnées suivantes :

VILLE DE QUÉBEC
Me Julien Lefrançois
Directeur de division-Assistant-greffier
2, rue des Jardins RC-05
Québec (Québec) G1R 4S9
Tél. : 418 641-6411 poste 4917
loiacces@ville.quebec.qc.ca

- L'article 53 qui précise que les renseignements personnels sont confidentiels.
- L'article 54 qui précise que dans un document, sont personnels les renseignements qui concernent une personne physique et qui permettent de l'identifier.
- L'article 59 qui précise qu'un organisme public ne peut communiquer un renseignement personnel sans le consentement de la personne concernée.

Conformément aux articles 51 et 135 de la Loi sur l'accès, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-jointe une note explicative à ce sujet.

Nous vous prions d'agréer, Maître, nos meilleures salutations.

La responsable de l'accès aux documents
et de la protection des renseignements personnels,



Julie Lévesque

p. j.